

Ecrit par le 25 février 2026

Les grands dossiers de la Chambre d'agriculture de Vaucluse pour 2026



La Chambre d'agriculture de Vaucluse vient d'organiser une présentation consacrée aux perspectives de l'agriculture vauclusienne à l'horizon 2026. L'occasion pour la Chambre de réaffirmer sa détermination à soutenir les agriculteurs, à porter leurs enjeux et à continuer de les accompagner face aux défis à venir, en lien étroit avec ses partenaires institutionnels.

Cette rencontre a permis à la Chambre d'agriculture, par la voix de sa présidente Sophie Vache et de son secrétaire général [Thierry Vaute](#), de présenter ses orientations et priorités, aux côtés de [Bénédicte Martin](#), vice-présidente de la Région Sud, et de Christian Mounier, vice-président du Département de Vaucluse.

La présidente de la Chambre d'agriculture Sophie Vache a rappelé la volonté de l'établissement consulaire de renforcer son accompagnement économique, en complément de l'expertise technique, avec trois priorités majeures :

- ramener de la trésorerie sur les exploitations



Ecrit par le 25 février 2026

- développer davantage de projets structurants
- mieux accompagner les agriculteurs dans leurs choix stratégiques et économiques

Un soutien sans faille du Département et de la Région

Du côté du Département, Christian Mounier a confirmé le maintien d'un soutien financier fort à la Chambre d'agriculture, à travers une convention annuelle de 315 000€, destinée à soutenir ses actions et celles des agriculteurs. Il a notamment mis en avant le dispositif Graines d'avenir, qui a permis d'accompagner 81 jeunes agriculteurs depuis 2018, pour un montant total de 328 500€, dont 60 000€ mobilisés en 2025. Le Département poursuit également son engagement en faveur de la reconquête des friches agricoles, avec 50 000 € budgétés, ainsi que ses actions pour favoriser l'approvisionnement local dans la restauration collective.

Représentant la Région Sud, Bénédicte Martin, a pour sa part souligné la gravité de la crise viticole, tout en rappelant les dispositifs régionaux existants, notamment un budget de 800 000€ dédié à la recherche, à l'expérimentation et à la promotion. La Région souhaite également renforcer l'accompagnement à la professionnalisation de la commercialisation et à l'export, avec un soutien ciblé pour une quinzaine de structures par an. Les enjeux liés à la PAC (Politique agricole commune) après 2027 et à l'évolution de ses financements ont également été abordés.

Le secteur de la viticulture dans le dur

Face aux difficultés rencontrées par la viticulture, le Département a annoncé l'ouverture d'un budget spécifique de 100 000€ dédié à la diversification, avec une priorité donnée aux jeunes agriculteurs. « C'est un vrai crève-cœur de savoir qu'on va avoir 20% de viticulteurs qui arrêtent, parmi ceux qui demandent l'arrachage. Mais il faut surtout se dire qu'on a 80% des viticulteurs qui veulent cette opportunité pour rebondir, réorganiser leur entreprise, et pour envisager l'avenir. » Une orientation pleinement partagée par la Chambre d'agriculture de Vaucluse, qui s'est engagée dans cette voie avec la mise en place du [Point Accueil Diversification](#) et l'organisation d'un premier forum dédié, réunissant de nombreux porteurs de projets.

« Pour que le projet HPR débouche, il faut qu'on y aille tous. ».

Bénédicte Martin, vice-présidente de la Région Sud

Les échanges ont également porté sur les enjeux hydrauliques, avec plusieurs projets structurants en cours sur le territoire, notamment le projet HPR et sur la nécessité d'une mobilisation collective des collectivités, des intercommunalités et des agriculteurs. « Ce n'est pas qu'une question de paysans. Ce sont vos territoires ruraux, des zones d'activités économiques à ciel ouvert. Pour que le projet HPR débouche, il faut qu'on y aille tous », rappelle Bénédicte Martin.

Ecrit par le 25 février 2026

L.G.

Interconsulaire : des vœux à trois voix



Les trois chambres consulaires de Vaucluse (la Chambre de métiers et de l'artisanat, la Chambre d'agriculture et la Chambre de commerce et d'industrie) viennent de présenter conjointement leurs vœux pour l'année 2026. Dans un contexte économique agité, les trois organismes ont tenu à marquer « l'union sacrée de ces piliers de l'économie locale.

La présence de nombreux acteurs économiques et de décideurs institutionnel et politique « est le signe de la valeur et du dynamisme de nos partenariats pour le développement économique de notre beau département » s'est félicité Valérie Coissieux, présidente de la Chambre de métiers et d'artisanat en Vaucluse lors des vœux interconsulaires qui se sont déroulés à la chapelle Saint-Praxède à Avignon.

« Les chambres consulaires ont toujours été présentes pour ceux qui souhaitent créer, se développer ou rebondir. »

Valérie Coissieux, présidente de la Chambre de métiers et d'artisanat en Vaucluse



Ecrit par le 25 février 2026

Celle qui est aussi présidente en exercice du Comité inter-consulaire poursuit : « Une fois de plus, nos trois chambres consulaires ont souhaité organiser cette cérémonie ensemble pour rappeler notre mission commune : contribuer au développement économique de notre territoire en organisant, appuyant et coordonnant toutes actions de promotion nécessaire à cela. On le voit, notre association, créée en janvier 1984, s'intéressait déjà au marketing territorial et ce, avant même que le concept soit développé.

Ensemble, nos trois chambres consulaires réaffirment notre engagement pour le développement et la valorisation des acteurs du territoire vauclusiens », insiste Valérie Coissieux qui rappelle le rôle collectif des chambres. « Rester à la hauteur de nos missions, répondre aux attentes de nos entreprises avec une résilience exemplaire, et refuser de céder à la tentation du pessimisme. Les chambres consulaires ont toujours été présentes pour ceux qui souhaitent créer, se développer ou rebondir. Cette mission n'a jamais été aussi essentielle qu'aujourd'hui. »

« On est fier de nos chambres consulaires. »

Sophie Vache, présidente de la Chambre d'Agriculture de Vaucluse

« On est fier de nos chambres consulaires », complète Sophie Vache, présidente de la Chambre d'Agriculture de Vaucluse.

« Nous sommes aussi très fiers de nos produits et de ce que nous produisons dans notre département », enchaîne celle qui découvre cette structure interconsulaire depuis son élection au printemps dernier afin de succéder à Georgia Lambertin devenue présidente de la Chambre régionale de l'agriculture de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

« L'interconsulaire, c'est la force du collectif. »

Dominique Damiano, vice-président de la CCI de Vaucluse

« L'interconsulaire, c'est la force du collectif », assure de son côté Dominique Damiano, vice-président de la CCI de Vaucluse. L'occasion pour celui qui en charge du commerce d'évoquer notamment [les projets du label éco-défis](#), l'économie circulaire et plus particulièrement le dossier de la gestion des déchets des entreprises, les difficultés d'essor de l'opération des chèques-cadeaux de l'interconsulaire.

« Dans l'intérêt général, nous continuerons, bien sûr, à être partie prenante dans les différentes structures où figure la CCI de Vaucluse », termine Dominique Damiano.

Dans tous les cas « l'heure est à la transversalité, insiste en chœur les représentants des trois chambres vauclusiennes. Qu'il s'agisse d'artisanat, d'agriculture ou de commerce, les chambres consulaires

Ecrit par le 25 février 2026

maintiennent plus que jamais leur engagement pour le développement économique et la valorisation des acteurs du territoire. »

Le soutien du département

Egalement présente Dominique Santoni, présidente du conseil départemental de Vaucluse qui a présenté [ses vœux quelques jours auparavant à Oppède](#) a insisté : « Je suis pas ici par habitude. Je suis là par conviction. Parce que l'attractivité du Vaucluse se construit avec nos agriculteurs, nos chefs d'entreprise, nos artisans. Ceux qui véritablement produisent, innove, vendent... Ceux qui sont véritablement dans la réalité sur l'ensemble de notre territoire. Je crois que l'attractivité ce n'est pas un mot. L'attractivité ce sont les exploitations agricoles, des artisans, des commerces de proximité, des entreprises, des industries, des industries touristiques et des services. L'attractivité, c'est véritablement tout un écosystème. Et cette attractivité, elle repose sur trois piliers qui sont indissociables : l'agriculture, l'artisanat et le commerce, accompagné donc bien entendu par la CCI, la chambre des métiers et la chambre d'agriculture. Aucun ne va sans les autres. »

La Région appuie les Chambres

Pour sa part, Bénédicte Martin, vice-présidente, en charge de l'agriculture, de la viticulture, de la ruralité et du terroir au Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur « il était impensable que la Région ne soient pas présentes à ces vœux interconsulaires car nous sommes la collectivité de l'économie aux côtés des communautés communes et d'agglomération. En effet, la Région Sud en charge la stratégie économique, l'organisation des filières ou bien encore le financement des entreprises. A ce titre, nous travaillons tout naturellement avec trois chambres consulaires. Tout particulière l'agriculture dans ce département où, plus qu'ailleurs, il y a de grands défis structurants à relever notamment les aménagements hydrauliques. Nous accompagnons aussi les entreprises au quotidien sur ce territoire. Nous avons par exemple un service financement des entreprises à l'antenne de la Région à Avignon. Et quand il y a des projets, on sait se mettre autour de la table avec le Département et son agence VPA, avec les pôles de compétitivité, avec l'Etat pour accompagner ces dossiers. »

Congrès FDSEA de Vaucluse : la colère des agriculteurs entendue ?

Ecrit par le 25 février 2026



Plus de deux heures de discours et de questions-réponses lors de ce 79^e Congrès de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles vauclusiens qui vient de se tenir à la salle polyvalente de Montfavet.

Après le mot de bienvenue de la présidente, Sophie Vache, Jean-Philippe Briand, trésorier -adjoint prend la parole pour évoquer la richesse de l'agriculture dans ce département. « Avignon peut être découpée en 4 territoires bien distincts : les Coteaux de Bonpas avec ses viticulteurs, Montfavet avec ses producteurs de foin et ses éleveurs, la Ceinture Verte avec ses maraîchers et la Barthelasse avec ses arboriculteurs. Avec plus de 2 000 ha, l'agriculture avignonnaise bénéficie de terres d'alluvions fertiles, d'un microclimat privilégié avec le Rhône, la Durance, le Mistral pour assainir et limiter les gelées, ce qui permet une précocité si précieuse au niveau commercial, ainsi qu'un réseau de canaux d'irrigation ».

Avignon terreau fertile pour une agriculture péri-urbaine

Il poursuit : « C'est une agriculture péri-urbaine qui bénéficie d'un énorme bassin de consommation qui permet le développement de la vente directe et locale avec la mise en place d'un PAT (Projet alimentaire territorial) initié par le Grand Avignon. Cette activité agricole n'est pas toujours bien comprise ni acceptée par les citadins, mais elle entretient les paysages et attire tous les week-ends les promeneurs,

Ecrit par le 25 février 2026

les joggers et les cyclistes. Agriculteurs et citoyens doivent cohabiter. Cela étant dit, elle doit aussi faire face à des freins comme le PLU (Plan local d'urbanisme) restrictif. Un projet comme la LEO (Liaison est-ouest) prend des terres arables. »

Jean-Philippe Briand qui conclut : « Notre agriculture a de nombreux défis à relever, reconquérir 150ha de friches dans la ceinture verte, favoriser et promouvoir les installations dans cette zone péri-urbaine et promouvoir la richesse de ces productions locales. Il est donc indispensable d'avoir le soutien de la ville d'Avignon, du Grand Avignon et de la Préfecture pour qu'elle puisse perdurer. Malgré tous les freins et toutes les contraintes et normes, l'objectif de souveraineté alimentaire qui est fixé peut permettre de définir une orientation pour la Ceinture verte ».



Donner aux jeunes l'envie de prendre la relève

C'est ensuite au tour de la présidente nationale, Christiane Lambert, par vidéo de s'adresser aux congressistes. Elle évoque le recul de la production agricole française et un sujet crucial : l'eau dont on manque déjà avant même le printemps, la main d'œuvre qui, elle aussi, fait cruellement défaut et précise « Nous devons donner envie aux jeunes de venir chez nous, de prendre la relève ».

La présidente de la FDSEA 84, Sophie Vache s'adresse ensuite à l'auditoire : « Depuis 1945 et l'après-guerre, notre fédération a fait avancer l'agriculture. De nouvelles élections se profilent en 2025 à la Chambre d'agriculture, nous devons jouer collectif, chaque problème a ses solutions pour que les paysans

Ecrit par le 25 février 2026

vivent dignement et durablement. En 2022, on a tout connu, le gel, la sécheresse, nous devons sensibiliser le grand public à ce que nous traversons et nous battre pour tous, les éleveurs, les viticulteurs, les lavandiculteurs, les arboriculteurs, les maraîchers, les oléiculteurs, les céréaliers. La colère monte, sans solution, nous saurons nous faire entendre », conclut-elle sous un tonnerre d'applaudissements.

De nombreuses questions concernant les énergies renouvelables

Après une interruption de séance, débat sur les énergies renouvelables. Certes, on peut en installer sur les toitures des hangars, des serres, des abris, des ombrières, avec des panneaux de photovoltaïque, des éoliennes et elles peuvent être sources de revenus d'appoint pour les agriculteurs. Mais qu'en est-il du cahier des charges à respecter, de la fiscalité, du système juridique, du rôle joué par les installateurs privés, par les banques, de la rentabilité de ces nouvelles sources d'énergie ? Nombre de points d'interrogations subsistent sur la fiabilité des prestations, les risques d'incendies quand les installations vieillissent et ne sont pas bien entretenues, faut-il faire une demande de permis de construire ? Certains parlent d'usine à gaz, de poudre aux yeux, d'autres de miroir aux alouettes. Une chose est sûre : il faut maintenir deux souverainetés, l'énergétique et l'alimentaire et la colère monte entre ces deux injonctions.

De son côté, André Bernard, le président de la Chambre régionale d'agriculture aborde le sujet des énergies renouvelables. « Les ombrières sur pilotis, ce ne sont pas des constructions en dur comme une chape de béton. Cela peut être démonté, ça peut être source de recettes nouvelles pour les paysans, c'est à eux de récupérer les dividendes, pas aux banques ni aux énergéticiens qui leur proposent des contrats mirifiques. »

« Arrêtez de nous mettre des bâtons dans les roues. »

Georgia Lambertin, présidente de la Chambre d'agriculture de Vaucluse

La présidente de la Chambre d'agriculture 84, Georgia Lambertin s'adresse à la Préfète, Violaine Démaret. « Nous poussons un coup de gueule. On nous demande de produire mieux, bon, bio, sain, d'être les gardiens de la nature, on l'a fait. Mais quand l'Europe impose 450 règlements, la France à elle seule en rajoute 309 supplémentaires. Et on voit dans les grandes surfaces que la compote vient de Pologne et les tomates hors saison du Maroc. Arrêtez de nous mettre des bâtons dans les roues. Aidez-nous à stopper l'artificialisation des sols, à accéder à l'eau. A ce jour, nous n'avons obtenu aucune réponse du ministre de l'agriculture ».

Au tour d'un homme de monter sur scène, Christian Mounier, fils et petit-fils de paysan et conseiller départemental en charge de l'agriculture. « Bravo 'les drôles de dames' qui m'ont précédé, pour votre engagement sans faille. On nous dit de consommer le moins d'espace agricole possible, mais il faut bien construire des logements, des zones d'activités ».

Place ensuite à Bénédicte Martin, elle aussi issue d'une famille d'agriculteurs et vice-présidente de la Région Sud, qui martèle haut et fort : « Nous sommes les alliés du gouvernement, pas les supplétifs. Pour

Ecrit par le 25 février 2026

l'eau, nous avons un budget de 200M€ à la Région, pour les fruits et légumes, on avance, pour la recherche aussi mais le compte n'y est pas. On n'est pas la voiture-balai. Entendez notre détresse. Nous sommes prêts à nous engager, mais gagnant-gagnant ».

Après tous ces réquisitoires implacables, la Préfète monte à la tribune. « Votre colère, votre détresse, votre solitude, votre insatisfaction, je les comprends » acquiesce Violaine Démaret. « Certes, l'Etat n'est pas parfait mais nous travaillons pour trouver des solutions. Que ce soit pour la cerise ou pour la lavande. Ces productions, on ne les trouve pas dans tous les départements français, c'est la raison pour laquelle je fais remonter ces problèmes en haut lieu, je demande qu'on accélère avant qu'il ne soit trop tard. Si on ne fait rien au printemps, les filières-reines de Vaucluse vont dépérir ».



Le sujet crucial de l'eau

L'eau, autre sujet majeur. « 32 jours sans une goutte d'eau, c'est du jamais vu depuis qu'existent les relevés météo, en 1959. Il faut absolument l'économiser et faire la différence entre l'usage économique de l'eau – pour les paysans, les cultures, les potagers – et le confort et les loisirs, comme l'eau des piscines. J'y travaille, on va sans doute serrer la vis pour les particuliers ». La préfète a aussi mis l'accent sur ce qui avance bien : le projet « HPR » dans le nord Vaucluse, en prélevant une faible quantité d'eau dans le Rhône pour irriguer les cultures. « En avril 2024, les études et le financement seront concrets, ce sera un chèque à 3 chiffres en millions d'euros pour sécuriser la production agricole dans ce territoire septentrional, comme elle l'est dans le sud-est du département grâce à la Société du Canal de Provence ». Elle a ensuite énuméré les dossiers en cours d'instruction en raison des calamités. « 124 dossiers acceptés pour les fruits à noyaux, 4 pour la sécheresse, c'est peu, dépêchez-vous, pensez aussi à

Ecrit par le 25 février 2026

souscrire une assurance-récolte. France 2030 c'est une série d'opportunités à saisir, déjà 40M€ ont été versés à 9 porteurs de projets ». Consciente de la détresse des paysans, la préfète se 'décarcasse' pour que Paris apporte de toute urgence des réponses à leurs préoccupations.

Les Vauclusiens aiment manger local !



«Durant cette période de confinement, les consommateurs sont plus attentifs à leur alimentation et les agriculteurs l'ont bien compris qui travaillent sans relâche pour fournir de bons produits », déclare Sophie Vache, présidente de la FDSEA (Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Vaucluse). Mais la qualité a un prix ! Proposer le meilleur à la grande distribution qui met en avant les produits français pour soutenir l'agriculture de proximité signifie d'adapter notre consommation : tolérer les ruptures liées au climat, revoir le contenu de notre assiette en acceptant la saisonnalité. Producteurs et distributeurs œuvrent ensemble pour assurer la diversité dans les assiettes : 'manger cinq fruits et légumes par jour contribue à une alimentation saine et équilibrée'. » «Aujourd'hui, les agriculteurs vauclusiens sont fiers de nourrir leurs concitoyens et sont rassurés de voir que la grande distribution a choisi l'agriculture française comme alliée pour fournir des produits frais à tous ceux qui sont confinés, assure Bruno Bouche, président des Jeunes agriculteurs Vaucluse. Consommateurs, nous comptons sur

Ecrit par le 25 février 2026

vous car vos achats soutiennent l'économie locale et assurent le maintien des emplois y compris sur les exploitations.»

FDSEA Vaucluse. Maison de l'agriculture.

Sophie Vache réélue présidente de la FDSEA 84



Sophie Vache vient d'être réélue présidente de la FDSEA (Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles) de Vaucluse. Désignée début 2018, elle avait alors succédé à Bernard Mille, président depuis 5 ans, qui avait souhaité se recentrer sur son exploitation familiale. Sophie Vache, première femme à occuper cette fonction en Vaucluse, est élue pour 3 ans.

Outre la viticultrice sorguaise en agriculture biologique de 45 ans, le conseil d'administration de la FDSEA 84 a également désigné les 22 membres du bureau de l'organisation syndicale. Dans ce



Ecrit par le 25 février 2026

cadre, la nouvelle présidente pourra s'appuyer sur un quatuor renouvelé de secrétaires généraux composé de Vincent Touchat, producteur de légumes et céréales à Mondragon, d'Olivier Curel, arboriculteur à Lagnes, de Bertrand Mille, producteur de cerises et de raisins de table à Goult et de Julien Latour, viticulteur à Violès. « La nouvelle équipe d'élus de la FDSEA de Vaucluse va pouvoir, sans attendre, s'atteler aux nombreux dossiers brûlants du moment que sont la finalisation de la charte départementale de bon voisinage définissant la mise en œuvre de la réglementation sur les ZNT (ndlr : Zones de non-traitement) en Vaucluse, la lutte contre la consommation excessive des terres agricoles dans différents projets d'urbanisation, la juste rémunération des productions agricoles locales, la compétitivité des exploitations agricoles notamment par le maintien d'un dispositif d'exonérations de charges sur les travailleurs saisonniers et la revalorisation des retraites, » explique le syndicat représentant les intérêts des 5 700 exploitations du département.